



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 09 SEP. 2025
**PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ
CHAUSSON MATÉRIAUX SITUÉE À PLUGUFFAN**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 02 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 16-89-A du 20 février 1989 autorisant la société Chausson Matériaux à exploiter un établissement spécialisé dans le négoce du bois et matériaux dérivés comprenant une activité de traitement antiparasitaire des bois par trempage au lieu-dit « Bel-Air » à Pluguffan ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 204-04-A du 29 avril 2004 ;

VU le rapport et les propositions en date du 02 juillet 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai de 15 jours à compter de la date de notification du rapport et des propositions susvisés ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 27 juin 2025, l'inspection constate l'absence de moyens d'alerte en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité est de nature à impacter la prévention des risques ;

CONSIDÉRANT que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 02 mars 2023 susvisé qui dispose :

« I. - L'installation est dotée de moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; [...] »

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 27 juin 2025, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier sa capacité à confiner les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité est de nature à impacter la prévention des pollutions accidentelles ;

CONSIDÉRANT que ce constat révèle un manquement aux dispositions de l'article 4.10 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 susvisé qui dispose :

« L'exploitant prend les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] » ;

CONSIDÉRANT que ces manquements révèlent que l'exploitant ne respectent pas les dispositions constructives et les dispositions de rétention des pollutions accidentelles qui lui permettent d'apporter la preuve que les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont protégés par les dispositions de conception des installations qui lui sont prescrites ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CHAUSSON MATÉRIAUX de satisfaire les dispositions des articles 4.5 et 4.10 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La société CHAUSSON MATÉRIAUX (AIOT n°0005501112) exploitant un établissement comprenant une installation de traitements antiparasitaires de bois, sise zone industrielle de Bel Air à Pluguffan (29700) est mise en demeure de respecter dans un délai de trois [3] mois les dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 susvisé relatives à l'existence de moyens d'alerte en cas d'incendie.

ARTICLE 2 : La société CHAUSSON MATÉRIAUX (AIOT n°0005501112) exploitant un établissement comprenant une installation de traitements antiparasitaires de bois, sise zone industrielle de Bel Air à Pluguffan (29700) est mise en demeure de respecter dans un délai de douze [12] mois les dispositions de l'article 4.10 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 susvisé relatives la rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre.

ARTICLE 3 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'obligation à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

ARTICLE 4 : Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Exécution et ampliation

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CHAUSSON MATÉRIAUX et dont une copie sera adressée au maire de Pluguffan.

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Rémi RECIO



Destinataires :

- M. le Maire de Pluguffan
- DREAL Bretagne / UD 29
- M. le Directeur de la société CHAUSSON MATÉRIAUX